

L'Echo  
7 janvier  
2015



Le leader de Podemos, Pablo Iglesias, et des malades de l'hépatite C se plaignent des coupes dans les soins de santé induites par l'austérité en Espagne. © EFA/C. MOYA

## Les partis traditionnels payent la crise économique

Pour Pascal Delwit, la perte de popularité des partis traditionnels est un mouvement qui pourrait perdurer dans les années qui viennent. Et la montée de la gauche radicale ne doit pas masquer un phénomène plus important: celui de la montée de l'extrême-droite.

**BENJAMIN EVERAERT**

Alors que la gauche grecque radicale de Syriza affole la zone euro et les marchés, un autre parti, Podemos, est en tête des intentions de vote en Espagne. Se cache-t-il derrière ces deux cas une tendance plus large de montée des gauches radicales en Europe ? Rien n'est moins sûr. Par contre, l'émergence de ces deux formations ne fait que confirmer une autre dynamique bien plus importante sur le Vieux Continent: celle de la perte de confiance dans les partis traditionnels européens.

### Vote périphérique

«Un politologue n'est pas devin. Mais mon sentiment, c'est que ce qu'on observe depuis 5 ou 6 ans, c'est-à-dire un vote moins marqué pour les partis gouvernementaux et un vote plus marqué à la périphérie du système (extrême-droite, partis radicaux ou régionalistes comme en Écosse et en Catalogne) va se renforcer ou à tout le moins se stabiliser», nous explique Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Celui-ci souligne que si la percée

de Syriza est réelle, Podemos en Espagne doit encore confirmer sa percée aux européennes dans les élections générales à la fin 2015 au plan local, des communautés et au plan national.

La progression de la gauche radicale est donc finalement assez modeste par rapport à la progression de l'extrême-droite. Mis à part en Grèce et en Espagne, la gauche radicale «fait des scores respectables aux Pays-Bas ou en Allemagne mais sans dénoter par rapport aux années 80 et 90, détaille Pascal Delwit. Ce n'est pas le cas pour l'extrême droite, alors que dans un pays comme la Suède, les démocrates suédois passent de 0 à 13%, et en Finlande, les Vrais Finlandais font 20%».

### Pas d'alternative

En termes quantitatifs, c'est donc surtout l'extrême droite qui progresse sur le continent, et le cas des montées de Syriza en Grèce ou de Podemos en Espagne pourrait être lié au fait que certains citoyens se sentent dépossédés de tout choix

**«Ça n'a aucun sens de voter pour un parti qui a fait passer la dette publique de 90 à 175%»**

**PASCAL DELWIT**  
POLITOLOGUE À L'ULB

démocratique. «Pour un certain nombre d'électeurs – et en Grèce leur nombre est appréciable –, le risque encouru est somme toute futile. La situation sociale en Grèce est quand même exceptionnellement incroyable. Une grande majorité des citoyens grecs ont vu leur salaire réel diminuer de 30 à 35% en l'espace de 6 ans, sans même songer à ceux qui sont passés de la situation de salarié à celle de chômeur. De 2008 à nos jours, en Grèce avec la Nouvelle Démocratie et le Pasok et en Espagne avec le Parti Populaire et le PSOE, les deux grands partis du gouvernement ont exercé des responsabilités avec somme toute relativement peu de différences dans les choix pratiqués, qui ont mené dans l'un et l'autre cas à une situation dramatique pour certaines catégories de la population. Ça n'a quasiment pas de sens de voter pour un parti qui vous a emmené d'une situation d'emploi à une situation de chômage, qui a amené la dette publique grecque de 90 à 175% du PIB. Il y a une défiance totale dans le chef d'une partie importante de la population envers ces deux duos», résume Pascal Delwit.

Et dans ce contexte, les propos musclés venus d'Europe et d'Allemagne devraient avoir deux effets. D'abord de polariser encore davantage le débat politique, mais aussi de faire peur aux indécis. «Ça peut avoir un effet sur les électeurs craintifs et quand bien même ça ne jouerait que sur 7 à 8% par exemple des électeurs, ce qui est possible, et bien cela peut faire la décision», analyse encore Pascal Delwit.

<Faculté/Institut/Ecole>\* :

CP :

## Autorisation de Mission

### A COMPLETER EN MAJUSCULES AVANT VOTRE DEPART

Nom : WANVREILLE Prénom : MARIE-CATHERINE  
Fonction : DOCTRANTE Service & CP : CEVIPOC CP 194  
Durée de la mission : 3 jours Dates de début et de fin : 04/01/2015 -> 06/01/2015  
Mesures conservatoires<sup>1</sup> : .....

#### Lieu du déplacement<sup>2</sup> :

Pays : Royaume-Uni Ville : Manchester  
Nom complet de l'université ou de la structure d'accueil :  
Manchester Metropolitan University  
Nom du professeur et du département d'accueil (si pertinent) : .....

#### Objet du déplacement :

- Colloque/conférence/réunion :  
American Politics Group 2015 Annual Conference  
 Collaboration scientifique/recherche conjointe/montage de projet : .....
- Enseignement : .....
- Autre : .....

#### Pays à risque :

Je déclare **souscrire à l'assurance complémentaire** couvrant le risque de guerre et autorise la Département de l'administration Financière à débiter le n° de compte n° XXXXXXXXXXXXX à concurrence du montant de la surprime.

Je déclare **renoncer** de manière expresse à l'assurance complémentaire couvrant le risque de guerre et être informé qu'en cas de survenance d'un accident résultant d'un fait de guerre, l'indemnisation se limitera aux prestations légales acquises dans le cadre de l'assurance accident du travail à défaut des prestations résultant de l'assurance complémentaire souscrite par l'Université.

Signature de l'intéressé(e) :

Date : 02/12/2014

Accord du Chef de service

Visa du Doyen de Faculté / Président de l'Ecole / Institut<sup>3</sup>

<sup>1</sup> A l'attention des enseignants : si la mission coïncide avec une session d'examens ou une période d'enseignement vous concernant, indiquer les mesures prises afin d'éviter toute perturbation dans leur déroulement.

<sup>2</sup> Pour toute information sur les collaborations internationales de l'ULB voir [www.ulb.ac.be/international](http://www.ulb.ac.be/international)  
Pour les pays à risques (assurance obligatoire), veuillez envoyer le formulaire de demande d'assurance une semaine avant le départ, par courrier interne (Assurances CP 150), par fax (02/650 49 00) ou par e-mail ([assurulb@admin.ulb.ac.be](mailto:assurulb@admin.ulb.ac.be)), téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.ulb.ac.be/dep/financier/assurances>.

<sup>3</sup> Pour mémoire, autorités compétentes : de 1 à 31 jours, doyen de Faculté / Président de l'Ecole/Institut - plus de 31 jours, Conseil facultaire et Conseil d'Administration et/ou Bureau.

\* Dans le cas de la Faculté de Médecine et de l'Ecole de Santé Publique, merci de préciser l'hôpital auquel vous êtes rattaché(e).